

IL COURAIT DEPUIS 1973

L'ENTMV met fin à son contrat avec la SNCM

*L'ENTMV vient de concrétiser, samedi dernier, au port de Marseille, des opérations qui, pendant longtemps, très longtemps même, relevaient du domaine du vœu.*

Contractuellement depuis plus de 40 ans, l'ENTMV confiait la consignation «coque» de ses car-ferries à la SNCM, les opérations dites de traitement des passagers et autos-passagers ainsi que sa représentation générale en Europe consistant en la vente de sa billetterie commerciale, à travers le réseau d'agences de la SNCM et les centaines d'autres agréées par cette dernière.

L'ENTMV, quant à elle, assurait en Algérie les mêmes prestations pour le compte de la SNCM.

Cette dernière disposait, ainsi, de la double casquette de représentant de l'ENTMV en Europe, assurait ses ventes, consignait ses navires, traitait ses passagers, ses véhicules et était, en même temps, son concurrent dans le transport maritime.

Toutefois, les enjeux financiers n'étant pas les mêmes car le marché de l'ENTMV se situant principalement en France, l'entreprise nationale s'était lancée, dès la fin de 2007, dans l'élaboration d'un plan de développement ambitieux, prévoyant, entre autres, le lancement de sa propre consignation de navires ainsi que l'ouverture d'agences commerciales pour se rapprocher, au mieux, de sa clientèle et

assurer ainsi de meilleures ventes dont l'objectif était de gagner des parts de marché sur le réseau France/Algérie/France.

La concrétisation de ce projet, ayant trouvé auprès des autorités algériennes un écho très favorable, allait voir le jour le 8 mai 2012 à travers une résolution du Comité de participation de l'Etat (CPE) qui assujettissait le lancement de cette opération à une étude de faisabilité et rentabilité préalable.

Cette dernière, prise en charge en interne par des cadres disposant des profils nécessaires et de toutes les compétences requises en la matière, a abouti aux conclusions que l'ENTMV avait les capacités et moyens de la réaliser et les résultats de cette étude avaient été soumis à l'examen et appréciation de l'organe de gestion (conseil d'administration) qui les avait avalisés.

Toutefois, l'observation des règles de prudence était primordiale, car il était difficile sur le terrain de changer brutalement une situation qui perdurait depuis des dizaines d'années, où, de tradition, les parts de marché étaient quasiment identiques (en 2007, l'ENTMV détenait 56 % sur le réseau

France en passagers et véhicules. Depuis, cette part n'a fait qu'augmenter au fil des ans pour atteindre, en 2014, près de 74 % avec, pourtant, des navires ne disposant pas des mêmes capacités de transport, où celles d'un seul navire de la SNCM représentent pratiquement deux fois celles d'un car-ferry de l'ENTMV).

Les études précitées, menées sans tambour battant et dans la discrétion la plus totale, allaient aboutir, en 2014, à un préavis de résiliation lancé par l'ENTMV à son cocontractant (qui en a fait de même) qui traversait quelques perturbations financières aboutissant à sa mise en redressement judiciaire en novembre 2014 et la recherche d'éventuels repreneurs.

Cette situation allait conforter les appréhensions légitimes de l'ENTMV, qui, après avoir scrupuleusement respecté les clauses du contrat, la liant à

la SNCM, lança, le 4 avril 2015, sa propre consignation «coque-navires» ainsi que la prise en charge de ses passagers et autos-passagers à Marseille, avec, comme résultat, un gain financier appréciable.

Par ailleurs, et toujours dans le même sillage, il a été procédé à l'ouverture de deux nouvelles agences à Toulouse et Metz, villes disposant d'une forte communauté de compatriotes algériens et aussi le développement des ventes par internet.

Les premiers résultats sont très encourageants et les agences ENTMV connaissent un afflux record.

La décision de l'ouverture des ventes fixée au 1<sup>er</sup> avril 2015 était motivée par le souci permanent d'éviter le rush ponctuel, étaler ainsi les ventes jusqu'au début de la saison estivale et offrir les meilleures commodités d'accueil et de traitement de la clientèle.

Le même schéma a été appliqué localement, à la satisfaction de la clientèle.

Au titre de la saison estivale 2015, l'ENTMV a arrêté un programme de dessertes conséquent et en proposant plus de capacités à sa clientèle, par rapport à celles de 2014.

En effet, il a été programmé 30 traversées en plus, offrant 42 620 sièges et 7 432 espaces véhicules en plus, axant ses efforts sur Marseille (+16 traversées) et Alger-Alicante (+22 traversées), contrairement aux 6 traversées pour 2014.

La capacité globale pour la saison estivale est de 411 908 sièges et 125 654 places en garages, contrairement à celle de 2014 (369 288 et 118 222 respectivement) avec la reconduction des traversées pour l'Italie.

R. E.

DES PERTURBATIONS DES TRAVERSÉES  
ENTRE MARSEILLE ET ALGER

Grève encore à la SNCM

Les traversées Marseille-Alger le jeudi et Alger-Marseille le vendredi, que devait assurer la société française, de transport maritime de voyageurs viennent d'être annulées.

Selon nos informations, il s'agit d'une nouvelle grève

enclenchée par le collectif de l'entreprise qui se trouve en phase de liquidation.

Il est à noter que cette situation aura des conséquences fâcheuses sur la clientèle algérienne qui se répercuteront sur le pavillon national ENTMV.

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION À ANNABA :

«Les sujets du bac seront conformes au programme dispensé»

*«Tout est prêt pour permettre un bon déroulement des examens scolaires de fin d'année dont la préparation se déroule normalement. Pour preuve, le bac blanc fixé à partir du 17 mai prochain».*

C'est par ces révélations que la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat, a ponctué, hier lundi, la première étape de sa visite de travail et d'inspection de son secteur dans la wilaya de Annaba.

A Kalitoussa dans la commune de Berrahal, elle s'est inquiétée de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une école primaire, d'un CEM et d'un lycée. Ces établissements sont appelés à ouvrir leurs portes en septembre prochain au profit d'une population de plus de 7 000 habitants.

A El Bouni, la représentante du gouvernement n'a pas raté l'occasion de parler de la dernière grève des enseignants. «Je ne comprends pas le fait qu'à Annaba le taux de suivi de la grève ait été aussi important»,

dira-t-elle comme s'il s'agissait d'un reproche. Elle devait parler du renforcement des effectifs de son secteur affirmant que le recrutement sera important. «Nous allons procéder au recrutement d'un nombre important d'enseignants par voie de concours», a-t-elle annoncé. Elle a ajouté : «Nous devons arriver à un nombre suffisant de semaines de scolarité effective. La modernisation des moyens et équipements pédagogiques et administratifs est incontournable pour relever tous les défis et se positionner au diapason de ce qui se fait dans le monde en termes d'éducation scolaire», a indiqué la ministre. Comme elle a souligné la nécessité de donner plus d'espaces aux éducateurs dont la mission est d'inculquer le savoir.

«C'est dans ce cadre que doivent s'inscrire les inspecteurs appelés à s'impliquer dans la recherche tout autant que les directeurs d'établissement appelés à veiller au respect des normes de sécurité des personnes et des biens dans le milieu de l'éducation.»

Profitant de cette visite, des syndicalistes de différentes tendances étaient présents tout au long des étapes inscrites au programme. Chacun paraissait attendre une déclaration de la ministre à même de mieux clarifier la situation de ce secteur secoué depuis le début de l'an-

née scolaire par de récurrents mouvements de grève. Tout aussi attendu est la matérialisation des engagements exprimés par Nouria Benghebrat à quelques semaines de la période des examens de fin d'année.

Tout aussi présents, les membres de la fédération des parents d'élèves, après analyse de la situation de crise aiguë dans laquelle le secteur s'est enlisé depuis plus d'un mois, ont, pour leur part, émis le souhait de voir le mouvement syndical enseignant à davantage d'unité et de cohésion.

«Nous devons rester unis pour favoriser l'avènement d'une éducation équitable inclusive et de qualité, indispensable à l'émergence de l'élite de demain», a indiqué à leur intention un des parents d'élèves du lycée Saint-

Augustin. Il était venu s'inquiéter des mesures prises par le ministère de l'Éducation quant à la concordance des sujets d'épreuves du bac 2015 avec le programme pédagogique inculqué aux candidats. «Il serait aberrant que l'on fasse référence à des thèmes d'épreuve du bac non inculqués à nos enfants durant l'année scolaire», s'est interrogé un autre père d'élève candidate au bac.

«Rien ne sera fait en dehors du programme pédagogique abordé tout au long de la scolarité des élèves qui auront à répondre uniquement sur les sujets dispensés. C'est pourquoi j'appelle les élèves à poursuivre leur scolarité jusqu'au 17 mai date du déroulement des épreuves du bac blanc», a répondu la ministre.

Du côté des syndicalistes, l'on n'entend pas

baissier le ton pour amener la première responsable du secteur à l'application effective des points inscrits dans le protocole d'accords signé. C'est en tout cas ce qu'affirme bon nombre de ces syndicalistes à Annaba.

Durant les différentes étapes de sa visite ponctuées par une rencontre avec les cadres de son secteur, Nouria Benghebrat paraissait soucieuse des conditions de travail dans les établissements scolaires. A l'exemple de la wilaya de Annaba où, la Direction de l'éducation est confrontée à bien des difficultés pour lancer une opération de réhabilitation, notamment des écoles primaires, pour cause d'indisponibilité d'enveloppe financière estimée à 16 milliards de centimes.

A. Bouacha

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ EST AFFIRMATIF :

«Le problème de radiothérapie définitivement réglé au cours de cette année»

*Bonne nouvelle pour les malades cancéreux. Le problème des rendez-vous de la radiothérapie sera définitivement réglé d'ici fin 2015. C'est ce qu'a affirmé hier Omar Bourdjouane, inspecteur général au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.*

**Salima Akkouche – Alger (Le Soir)** - Serait-ce le bout du tunnel en matière de rendez-vous pour la radiothérapie pour les milliers de malades cancéreux notamment ceux atteints du cancer du sein ?

L'inspecteur général du ministère de la Santé est affirmatif : «Nous avons réglé définitivement le problème de la chimiothérapie et le problème de la radiothérapie sera réglé au plus tard d'ici fin 2015».

Omar Bourdjouane qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne I, justifie sa déclaration par la réception au cours de cette année, de 45 nouveaux accélérateurs et de l'ouver-

ture des centres anticancer dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Sidi Bel Abbès et Laghouat.

Le centre de la wilaya de Annaba sera ouvert la semaine prochaine et celui de Constantine qui a déjà réceptionné son accélérateur sera ouvert dans quinze jours, a annoncé l'invité de la radio.

Les centres anticancer programmés pour les wilayas de Sétif et Batna, rappelle-t-il, sont déjà opérationnels depuis 2014.

Par ailleurs, l'intervenant a indiqué que tout se fait actuellement pour baisser la pression sur les services des urgences dans les hôpitaux. Selon lui, 60 à 70 % des malades se présentent aux ser-

vices des urgences des hôpitaux au lieu des établissements de santé de proximité. «Pour encourager les citoyens à se diriger vers les structures publiques de santé de proximité, nous avons décidé de la prolongation des heures de travail pour les EPSP avec un programme de permanence de 24h/24h», a souligné le responsable qui a indiqué que des efforts sont consentis aussi dans le renforcement des capacités des lits dans les services de réanimation des urgences. Selon lui, après une évaluation faite en février 2014, 500 nouveaux lits en réanimation ont été ajoutés aux 200 déjà existants mais ça reste «insuffisant».

En Algérie, dit-il, il existe un lit en réanimation pour 170 000 habitants contre un lit pour 10 000 habitants en Europe. De nouveaux centres des urgences seront également réalisés, selon cet inspecteur. 58 programmes ont été retenus

dont 10 unités ont été réceptionnées l'année dernière et d'autres le seront au cours de cette année. Plus de 1 200 programmes ont été également inscrits pour la réalisation de nouveaux hôpitaux et CHU sur le territoire national dont 17 centres anticancer et 450 établissements de santé publique de proximité.

M. Bourdjouane a aussi rappelé que l'avant-projet de la nouvelle loi sanitaire sera présenté bientôt au Conseil de gouvernement et à l'Assemblée populaire nationale. Ce projet, dit-il, contient 480 articles et 9 chapitres consacrés à la protection et l'amélioration de la santé du citoyen.

Cependant, selon Berkane Bekkat, président de l'Ordre des médecins, «le problème des cancéreux ne peut pas se régler dans les centres anticancer en l'absence d'une politique de prévention».

S. A.